COMMUNE DE
MOREAC

ACCORD D'UN PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF

DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

Arrêté n° 2026-343

DOSSIER N° PC 56140 25 00014 M01
Déposé le : 08/06/2026
Affiché le : 08/06/2026

De	Madame Natacha LE GOURIEREC
Demeurant	2 Rue Tristan Corbiere 56500 LOCMINE
Modificatif	Création d'un abri de jardin de 15 m2
Sur un terrain sis	7 Impasse du Fournil 56500 MOREAC cadastré AB1024, AB1030, AB1035

SURFACE DE PLANCHER

Existante : 109.43 m²

Créée : 13.24 m²

Démolie : 0 m²

Nombre de logements créés : 1

Nombre de logements démolis : 0

DESCRIPTION DU DOSSIER D'ORIGINE;

N° Dossier : PC 56140 25 00014

Pour construction d'une maison individuelle

Accordé le : 17/10/2025

Le Maire,

Vu la demande de modificatif de permis de construire susvisée,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants, R-421-1 et suivants,
Vu le Code du Patrimoine, notamment ses articles L. 621-9 et suivants ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal approuvé par délibération du Conseil Communautaire de Centre Morbihan Communauté en date du 27 novembre 2025 ;
Vu le règlement de la zone U du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu l'arrêté du permis d'aménager n° PA 056 140 23 G0001 en date du 07/11/2023 ;
Vu l'arrêté de vente par anticipation et de différé des travaux de finition n° PA 056 140 23 G0001-01 en date du 08/10/2025 ;
Vu la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT) reçu en mairie le 24/09/2025 pour les travaux de viabilisation hors travaux de finition ;
Vu le règlement de lotissement ;
Vu l'arrêté de permis de construire initial n° PC 56140 25 00014 en date du 17/10/2025 ;
Vu l'accord assorti de prescription de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 22/06/2026 ;

Considérant l'article R.425-1 du Code de l'Urbanisme qui stipule que lorsque le projet est situé dans les abords des monuments historiques, la décision prise sur le permis de construire tient lieu de l'autorisation prévue à l'article L.621-32 du code du patrimoine si l'architecte des Bâtiments de France a donné son accord, le cas échéant assorti de prescriptions motivées, ou son avis pour les projets mentionnés à l'article L.632-2-1 du code du patrimoine ;

Considérant que le projet, en l'état, est de nature à porter atteinte au monument historique (Préciser le MH) mais qu'il peut y être remédié en respectant la proposition de prescriptions émise par l'Architecte des Bâtiments de France ;

ARRÊTE

Article 1 : Le permis de construire modificatif est **accordé** pour les travaux décrits dans la demande présentée sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2,

Article 2 : Les prescriptions contenues dans l'arrêté de permis de construire initial n° PC 56140 25 00014 en date du 17/10/2025 sont maintenues et devront être respectées.

Article 3 : La présente autorisation est assortie des prescriptions suivantes :
Conformément à l'accord assorti de prescriptions de l'architecte des Bâtiments de France en date du 22/06/2026 le pétitionnaire devra respecter les observations suivantes : L'abri de jardin sera peint en noir ou de couleur sombre, pour limiter son impact visuel.

Certifié transmis ce jour au Préfet,
Le 3 juillet 2026

Fait à MOREAC
Le 3 juillet 2026

MAIRIE DE MOREAC
56 (Morbihan)

Le Maire
Pascal ROSELIER

Pour Information :
La présente autorisation est soumise au paiement d'une taxe d'aménagement et d'une redevance d'archéologie préventive. Elles seront exigibles à la date d'achèvement des opérations imposables (date à laquelle la construction est habitable ou utilisable) en application de l'article 1406 du code général des impôts.
Le bénéficiaire devra déclarer les caractéristiques de son bien dans les 90 jours de son achèvement sur les services gérer « mes biens immobiliers » disponible sur l'espace sécurisé impôts.gouv.fr

INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE
Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.
L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

DURÉE DE VALIDITÉ
L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté.
L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à votre égard.
Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :
- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROITS DES TIERS
La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES
Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS
Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche ne prolonge pas le délai du recours contentieux. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).
Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.